

Un trio de député au chevet de la vaccination covid

ÉCRIT PAR STANISLAS NOYER

6 octobre 2021

De retour à Paris après une semaine de contrôle parlementaire aux Antilles, le député Philippe Gosselin confie ses inquiétudes.

“Ma crainte, c'est la cinquième vague ! La question n'est pas si, mais quand elle va avoir lieu ”. Philippe Gosselin était soucieux, ce 5 octobre, à l'Assemblée nationale. ” Quand même, veut croire le député LR de la Manche, il y a une prise de conscience des élus guadeloupéens et des acteurs économiques. La chambre de commerce et celle des métiers sont prêtes à faire vacciner. Et beaucoup de moyens sont là. Maintenant, il y a l'opinion, et les gens à qui il faut donner confiance. Et la confiance et le respect, ça ne se décrète pas ! ”

Après huit jours passés en Martinique et en Guadeloupe, du 25 septembre au 1er octobre, où il s'est rendu aux côtés de Yael Braun-Pivet, présidente LREM de la commission des lois de l'Assemblée et de Stéphane Mazars, député LREM de l'Aveyron, pour exercer le contrôle du Parlement sur l'exécution de l'état d'urgence sanitaire qui reste en vigueur en Outre-mer, Philippe Gosselin a confié au *Courrier de Guadeloupe* son analyse de la situation dans l'archipel. Suite à la flambée de l'épidémie de covid-19 du mois d'août aux Antilles, cet état d'urgence a en effet été prorogé en Outre-mer par la loi du 11 septembre 2021. Le trio de députés a donc rencontré tous ceux qui ont géré cette crise sanitaire et continuent de le faire : préfets, responsables des ARS et des hôpitaux, soignants, forces de sécurité, élus, etc. S'il retient des ” *différences d'approche* entre Guadeloupe et Martinique, globalement, l'éloignement de l'Hexagone et la crise de la vaccination qui demeure aujourd'hui ont mis sous pression les hôpitaux ”, dit Philippe Gosselin. Le député retient surtout ” *de vraies interrogations de la population, un regard dubitatif porté sur la parole publique de l'État, sur la confiance dans cette parole, liée à l'histoire de la colonisation et de l'esclavage, au chlordécone, qu'on a continué à utiliser*

aux Antilles alors qu'il avait été retiré aux États Unis. Tout cela crée un climat de défiance, très exploité par de petits groupes, extrémistes ou indépendantistes, ce qui a conduit à des situations très violentes en Martinique, fin juillet ".

Son constat n'est pas, pour autant, entièrement négatif. " Le confinement est plutôt respecté, observe-t-il. Parce que les gens qui n'ont pas de passe sanitaire ne sortent pas. Mais aussi parce qu'avec les cyclones qui font partie du mode de vie, les invites à rester chez soi sont intégrées, et se passent plutôt bien. En outre, les élus, dont le silence a d'abord été remarquable et remarqué, ont évolué". En Martinique, par exemple, où courait la rumeur que les housses censées contenir le corps des défuntss étaient vides ou contenaient des mannequins, " Serge Letchimy, président du conseil exécutif, est allé vérifier. Sa sortie, les larmes aux yeux, a eu un fort impact ".

Philippe Gosselin n'en reste pas moins inquiet : " Comment va-t-on pouvoir lever le confinement et le couvre-feu, dans les semaines qui viennent, alors que le taux de vaccination est dramatiquement bas ? ". Ces taux n'étaient encore que " de 15 à 16 % ". La vague des décès, en août, a créé un choc : " 500 morts en trois semaines en Guadeloupe, c'est comme si une ville de 60 000 habitants ici était rayée de la carte ! Vous imaginez ? ". Résultat, le taux de vaccination est passé rapidement à " 40 % de première injection. Mais depuis deux semaines, il n'augmente plus que de 0,5 % par semaine ". La conséquence de " fake news ", qui alimentent une " défiance généralisée ". Le fait aussi que " des gens se font vacciner, mais n'osent pas le dire ". Le fait encore que des soignants refusent de l'être et encouragent l'attentisme.

Sur ce point, " la direction du CHU de Guadeloupe vient d'envoyer aux soignants des mises en demeure ", avec un délai pour se faire vacciner. Mais " si un rapport de force s'opère et que des soignants ne viennent plus, ils peuvent empêcher le CHU d'accueillir des patients ", craint Philippe Gosselin. Bref, il y a là " une situation que beaucoup d'interlocuteurs, sur cette île volcanique, qualifient d'éruptive... ".

Il espère toutefois " qu'une prise de conscience collective permette de faire autrement ". D'autant qu'il connaît la situation des Antilles, " déjà

sensible, entre vie chère et crise de l'eau. La situation est grave, mais pas désespérée. Et 400 personnes qui jettent de l'huile sur le feu, ce n'est pas toute la population, dit-il encore. Nous avons rencontré des gens, y compris des élus locaux, déterminés et engagés. Alors on ne fera pas le bonheur des gens malgré eux. Mais il faut continuer, avec une communication segmentée. Le conseil départemental a lancé des capsules vidéo, bien faites. La prise de conscience de la gravité de la pandémie et de l'intérêt de se vacciner avance ". Il déplore que le judoka Teddy Riner ou l'ancienne ministre Christiane Taubira aient refusé de s'engager. Philippe Gosselin mise sur le Tour de Guadeloupe, fin octobre : " C'est une épreuve très populaire. Et plusieurs coureurs sont pro vaccins. Espérons que ça parlera aux spectateurs !".